

COMMUNIQUÉ DE PRESSE**Berne, le 30 mars 2021**

Une politique agricole dans tous les cas!

Le 25 mars 2021, quelque 250 représentant·es de la filière du lait se sont réunis à l'occasion du premier Forum du lait organisé en ligne par la fédération des Producteurs Suisses de Lait (PSL), sous le thème: "De combien de «politique» le lait a-t-il besoin?" Les points communs et les différences des cadres politiques européen et suisse ont été comparés et débattus au sein d'un podium de haut niveau. L'écologisation de la politique reste une préoccupation centrale pour les producteur·trices de lait, tant dans l'Union européenne, avec le pacte vert, qu'en Suisse, avec la suspension de la politique agricole et les derniers développements relatifs à l'initiative parlementaire. Le Conseil fédéral vise la neutralité climatique en Suisse d'ici à 2050.

Cette année, le Forum du lait organisé par PSL a accueilli comme intervenant·es Hélène Simonin, directrice de l'European Dairy Association (EDA), Christian Hofer, directeur de l'Office fédéral de l'agriculture (OFAG) ainsi que deux producteurs de lait: Hanspeter Kern, président de PSL, et Alexandre Cotting, président du conseil d'administration de Cremo SA.

Le pacte vert: pour une alimentation durable

L'alimentation durable est devenue une problématique internationale. Même dans ce contexte le lait et les produits laitiers conservent toute leur importance dans une alimentation équilibrée. Hélène Simonin est revenue sur l'élaboration des cinq principes du pacte vert, qui se fondent sur les neuf objectifs de la politique agricole commune (PAC). Ces principes sont la sécurité de l'approvisionnement en aliments durables, la lutte contre le changement climatique, la protection de l'environnement et la conservation de la biodiversité, la rémunération équitable et l'extension de la production écologique. Outre la réduction des produits phytosanitaires, la fertilisation excessive et la prévention des résistances aux antimicrobiens, l'objectif de neutralité climatique demeure un sujet central. L'UE compte y parvenir d'ici 2050.

Le secteur laitier européen s'est également donné pour but de réduire l'impact environnemental de ses produits. Il est prévu à cet effet d'introduire des mesures chez tous les acteurs de la filière. Cependant, il est apparu clairement que, dans une Union européenne vaste et hétérogène, aux multiples nationalités et cultures, l'introduction de telles mesures ne pourrait se faire que par petites étapes.

Un secteur adapté à notre pays

Les attentes de la société et les débats sont très similaires dans l'Union européenne et en Suisse. Christian Hofer a cependant expliqué que la Suisse a une longueur d'avance dans la mise en pratique et qu'elle a ainsi déjà concrétisé certains aspects encore débattus dans l'UE. Grâce au système solide des paiements directs, la politique exerce une action beaucoup plus directe en Suisse.

En résumé, on peut dire que la marche du secteur laitier vers une production toujours plus durable va se poursuivre. Comme l'UE, la Suisse a déclaré vouloir atteindre la neutralité climatique d'ici 2050, et traduit cet objectif par des actes, malgré la suspension de la politique agricole 2022+: l'introduction de la trajectoire de réduction des pesticides et des pertes d'éléments fertilisants ainsi que d'autres mesures du train d'ordonnances 2021 s'inscrivent dans cette visée. Ce défi est aussi, encore et toujours, celui des exploitations laitières.

En affirmant que la production de lait est parfaitement adaptée à un pays d'herbages et d'eau comme la Suisse, Christian Hofer a montré des signes positifs quant au soutien de l'OFAG. Il a toutefois fait comprendre que ce secteur ne serait pas exempté des mesures visant à réduire les émissions.

Pour les producteur·trices, un constant exercice d'équilibriste

Les deux représentants des producteur·trices de lait, Alexandre Cotting et Hanspeter Kern, ont veillé à ce qu'on ne perde pas de vue la question centrale. Les producteur·trices de lait soutiennent les efforts visant une production alimentaire durable. Ils en appellent aussi à une prise de conscience: la société doit comprendre qu'il est d'abord dans leur intérêt de préserver la nature. Les producteurs·trices souhaitent exploiter leur ferme de façon à ce que leurs enfants et petits-enfants aient aussi un avenir dans l'agriculture.

Concilier les attentes de la société, le cadre politique et leur propre stratégie d'entreprise constitue déjà, à l'heure actuelle, un exercice d'équilibriste. Les paiements directs ne sont pas un revenu, mais une compensation pour des prestations. Les producteur·trices doivent donc, d'un côté, produire ce que le marché demande et, de l'autre, veiller à toujours remplir les exigences qui conditionnent le droit aux paiements directs. Sans ces derniers, beaucoup ne généreraient pas un revenu suffisant pour vivre. Mais les paiements directs représentent aussi une lourde charge administrative. Avoir un cadre politique est indispensable, mais le législateur ne doit pas oublier que si une loi peut être vite écrite, les exploitations laitières ont besoin de temps pour s'y conformer et prendre les mesures nécessaires.

Dans l'opinion publique, les agriculteurs sont souvent qualifiés de "pollueurs" ou de personnes qui "maltraitent les animaux". Il est temps qu'ils quittent le banc des accusés. Car l'agriculture fait partie de la solution! À cet effet, H. Kern et A. Cotting souhaitent que l'on explique plus souvent aux consommateur·trices ce qu'est l'agriculture afin de permettre une meilleure compréhension mutuelle et de montrer tout l'engagement des producteur·trices en faveur d'une production laitière durable.

Tous les exposés ainsi qu'un enregistrement vidéo peuvent être téléchargés sur: www.swissmilk.ch/fr/producteurs-de-lait/foires-evenements/forum-du-lait/

Renseignements:

Reto Burkhardt, responsable Communication PSL

079 285 51 01

5779 signes (espaces comprises)